



Une certitude pour cette rentrée : Des doutes professionnels pour l'évaluation du baccalauréat

La prise de conscience

Pendant la période de confinement l'année scolaire précédente aura montré à ceux et celles qui doutaient encore, combien les inégalités scolaires liées aux inégalités sociales et culturelles se creusent en l'absence d'école...

La situation actuelle aurait donc dû amener au renforcement de l'école républicaine et de ses valeurs d'égalité, en particulier le dédoublement des classes ; au contraire, le gouvernement a imposé aveuglément son calendrier de réforme.

Cette prise de conscience se double, en EPS, d'inquiétude sur les risques encourus d'un éclatement de la discipline, fragilisant son identité scolaire : programmes vides de contenu culturel spécifique; et fin des référentiels d'évaluation nationaux pour le baccalauréat.

Oppositions exprimées et malaises professionnels.

Face à l'imposition de produire des référentiels d'évaluation à l'échelle locale, les équipes d'EPS ont réagi de diverses manières. Toutes, sans exception nous ont manifesté leurs malaises professionnels. Nous faisons ici l'écho de témoignages les plus typiques:

* Pour certaines équipes, le principe même du renoncement aux valeurs égalitaires d'une école de la république et d'une EPS unitaire et exigeante nationalement est un motif suffisant de résistance. Pour ces équipes, il est inconcevable d'être "complice" de cette dérive. Les protocoles sont remontés tardivement afin de montrer ce mécontentement.

* D'autres équipes, sont fortement déstabilisées par le contenu du cadre des protocoles, notamment la motricité minorée et des rôles sociaux renforcés par des

évaluations très subjectives. Le cœur de l'enseignement doit rester l'apprentissage et l'étude des APSA. Ces équipes ne sont pas restées silencieuses, elles se sont exprimées notamment à travers leurs protocoles jugés "non conformes" par l'inspection et/ou avec un courrier adressé à l'institution sur leurs "réserves" vis-à-vis de ces évaluations...

* Enfin, certaines équipes sont rentrées, il est vrai, dans le cadre imposé. Mais à notre connaissance, là aussi, les collègues doutent du fondement scientifique et didactique. En effet ces évaluations des AFL2 et 3 n'ont jamais été testées auparavant, aucun cadre sérieux de recherche ne les a testés. Ce motif à lui seul aurait dû être entendu afin d'obtenir le moratoire demandé par le SNEP-FSU.

Légitimer l'évaluation et donner les conditions favorables aux apprentissages.

Une TRIPLE revendication des enseignants d'EPS avec le SNEP-FSU s'impose pour garantir l'égalité de traitement à un examen national et la réussite de l'élève. -Un retour à des référentiels nationaux par APSA.

-Des classes déchargées pour permettre des temps de pratique suffisants.

-Des installations en nombre suffisant.

La commission pédagogique compte sur vous tous, vos questions et propositions pour avancer dans le sens d'une EPS de qualité.